

*Les crédits*

Les Canadiens et Canadiennes sont maintenant au courant des rapports faisant état qu'à un certain moment donné, plus de 1 000 personnes sont dans l'attente d'un pontage à Toronto.

Dans la province de Québec, l'attente d'un lit peut atteindre huit à neuf mois. À Toronto, au *Hospital for Sick Children*, quarante jeunes patients ont dû attendre jusqu'à huit mois pour une opération à cœur ouvert. Pourquoi? Parce que les opérations prévues étaient constamment remises, faute de lits. Les salles d'urgence, dans la plupart des grandes villes, n'ont souvent pas la capacité de répondre à de nouveaux patients. Pourquoi? Parce qu'il y a constamment carence de lits.

*[Traduction]*

Les salles d'urgence dans les grandes villes sont souvent incapables d'accueillir de nouveaux patients faute de lits où transférer ceux qui s'y trouvent déjà. Les Canadiens qui en ont les moyens optent pour les États-Unis, où l'on vous traite immédiatement quand vous payez immédiatement.

Pas étonnant que le régime canadien d'assurance-maladie se porte mal! Il est sous-alimenté depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir, en 1984. À cette époque, les Canadiens et les Canadiennes avaient trouvé une consolation dans les propos du nouveau premier ministre qui jurait que l'assurance-maladie était sacrée. Ils se rendent compte aujourd'hui qu'ils n'auraient pas dû lui faire confiance. Certains se rappellent peut-être même avoir entendu le ministre des Finances actuel déclarer que réduire le financement des programmes établis pourrait avoir un effet désastreux sur le financement des hôpitaux et sur les activités. Il préconisait alors ce qui suit:

Ne faisons pas des hôpitaux le terrain de bataille où se règlent les différends qui opposent le fédéral et les provinces. Réglons-les ailleurs, dans une autre arène.

• (1250)

De toute évidence, le ministre a laissé derrière lui sa conscience sociale quand il est allé occuper les banquettes ministérielles. Peut-être n'a-t-il pas vu son étoile briller parmi les autres au firmament le soir des élections; peut-être a-t-il aussi vu les rayures du drapeau américain.

Le régime canadien d'assurance-maladie est devenu la cible préférée des conservateurs depuis leur arrivée au pouvoir en 1984. La réduction du financement des programmes établis a érodé inéluctablement les cinq principes du régime. L'universalité, la transférabilité, l'accessibilité, l'administration publique et l'intégralité seront

bientôt toutes choses du passé si M. Wilson ne met pas la pédale douce dans ses mesures fiscales.

L'esprit de l'Accord de libre-échange se retrouve dans la politique actuelle du gouvernement en matière d'assurance-maladie. Nous nous souvenons tous des protestations des Américains à l'égard de nos programmes sociaux subventionnés. Au cours des négociations portant sur cet accord, nous nous en souvenons aussi, les Américains pensaient que l'Association médicale américaine (AMA) avait dépensé une fortune pour nous dissuader de ne jamais adopter quelque système de soins médicaux universel que ce soit.

D'après les sondages, entre 60 et 80 p. 100 de la population américaine souhaite que les États-Unis adoptent le système de réputation internationale auquel les Canadiens sont maintenant habitués. Or, l'AMA est prête à tout pour préserver son chiffre d'affaires de 600 milliards de dollars par année. L'exemple canadien est le pire ennemi de l'AMA.

Sous le couvert de restrictions budgétaires, les ministres continuent à se débarrasser de programmes qu'ils avaient eux-mêmes qualifiés de sacrés. Le plus précieux de tous nos programmes sociaux, l'assurance-santé, est certainement sur la table d'opération des conservateurs.

Bien qu'inepte à bien des égards, le gouvernement excelle dans l'art de camoufler son véritable programme, ce qui lui permet de retirer progressivement la contribution fédérale à l'assurance-santé. En 1984, le premier ministre disait que le Canada était ouvert aux affaires. Hélas, nous nous trouvons au beau milieu d'une «vente de feu», la valeur de nos programmes sociaux diminue d'année en année.

Pour éviter la fureur du public, le gouvernement transfère graduellement et sournoisement la grande majorité des coûts aux provinces. En continuant de prétendre que c'est pour réduire le déficit, ce qu'il n'a pu réussir en six ans, le gouvernement démonte progressivement l'assurance-santé et les autres programmes sociaux. Au lieu d'investir des ressources et de concevoir des politiques propres à créer des richesses, le gouvernement a choisi de vendre ses biens sociaux.

En tant que parti à l'origine de l'assurance-santé au Canada, nous en sommes tout aussi partisan que nous l'étions en 1966. Tout système peut être amélioré, mais cela exige de faire preuve d'innovation, de clairvoyance et de leadership. Nous ne préconisons pas de dépenser massivement un peu partout.

Le 26 février 1991, le ministre des Finances présentait un budget qui disait aux Canadiens qu'ils devaient se suffire à eux-mêmes. Nous payons pour le ministre depuis six ans.